

Bruxelles / Paris, 14 septembre 2016

Economie française : une dynamique temporairement troublée

- **Des chocs exogènes qui ont entaché le deuxième trimestre**
- **La prévision de croissance 2016 reste positive et inchangée: 1,6%**
- **L'endettement des entreprises non financières : une dynamique haussière unique en Europe mais loin des seuils d'alerte**
- **Les défaillances d'entreprise toujours dans une trajectoire baissière : -3,4 en 2016**
- **Le risque sectoriel se stabilise : sur 12 secteurs, il se dégrade dans l'agroalimentaire et s'améliore pour la filière automobile**

Une reprise confirmée sur fond de tensions politiques en Europe

L'économie française bénéficie d'une tendance toujours positive, malgré un deuxième trimestre impacté par des chocs externes. Les inondations en Ile-de-France ont immédiatement provoqué un ralentissement de l'activité dans la région. Cependant, cette catastrophe entraîne un effet de rattrapage rapide avec une reprise de l'emploi, notamment dans le secteur de la construction, où les carnets de commandes se remplissent pour reconstruire. Les grèves dans les raffineries ont aussi un double effet : un choc sur le moment mais bénéfique à moyen terme car les raffineries renflouent leur stock à grande échelle pour éviter de nouveau une situation de pénurie. Enfin, les incertitudes politiques en Europe sont un facteur qui alimente la volatilité des marchés. En effet, le blocage politique en Espagne, le prochain référendum en Italie qui menace le gouvernement de Renzi et le Brexit font de trois grands partenaires commerciaux de la France des sources de risques politiques destabilisant les marchés. Cela renforce l'idée selon laquelle, dans les trimestres à venir, la croissance en France reposera essentiellement sur son dynamisme interne et auto-entretenu.

Cette tendance favorable est portée par une baisse du chômage (en dessous des 10% selon l'Insee et confirmée au niveau international par le Bureau international du travail). La consommation privée est en nette hausse, malgré une baisse de la fréquentation hôtelière et plus généralement un ralentissement pour les services marchands.

Les défaillances continuent de baisser, malgré un soubresaut au deuxième trimestre

La dynamique des défaillances d'entreprises restera baissière sur l'année, malgré un coup d'arrêt au deuxième trimestre, à l'image de l'économie française. La filière hôtelière et le secteur du transport ont également souffert de l'ubérisation de l'économie, notamment en Ile-de-France. Cette région, qui concentre 21,4% des défaillances du territoire, sera une des plus sinistrées en 2016 avec une augmentation à fin juillet de 5,4%. La progression de l'octroi de crédits aux entreprises favorise la baisse des défaillances en moyenne sur l'année, ce qui permet de confirmer la prévision de -3,4% pour 2016.

Dettes des entreprises : France, seul grand pays d'Europe où elles augmentent

Si la France est le seul grand pays d'Europe où le niveau d'endettement des entreprises augmente (+14,8 points de pourcentage entre 2008 et 2016), il est encore loin (68,7% du PIB) du seuil critique déterminé à 90%.

Deux étapes expliquent cette trajectoire particulière :

- De 2007 à 2013, les entreprises ont dû s'endetter massivement pour pallier aux effets de la crise : une demande moins importante et un taux de marge insuffisant pour le bon fonctionnement de leur trésorerie;
- De 2013 à aujourd'hui, leur trésorerie est rétablie mais elles bénéficient de taux d'intérêt très favorables, de débouchés plus importants (consommation, investissement) et d'un appétit élevé sur les marchés où elles peuvent emprunter parfois même à taux négatif (Sanofi), ce qui les incite à s'endetter pour conserver de la liquidité.

L'agroalimentaire dégradé en "risque élevé" et l'automobile reclassé en "risque faible"

Le risque sectoriel en France se stabilise et demeure dans la lignée du premier trimestre.

- Le **textile-habillement** dégradé en "risque élevé" en mai dernier subit une envolée des défaillances et des marges de plus en plus réduites;
- L'**agroalimentaire** enregistre une hausse des défaillances de 3,2%. Les agriculteurs souffrent de mauvaises récoltes, notamment les céréaliers français qui ne verront pas leurs prix augmenter car le reste du monde a bénéficié d'un climat clémente. Le secteur est dégradé en "**risque élevé**";
- Le secteur **automobile** s'améliore de nouveau grâce à une hausse des ventes qui n'atteint pas encore le niveau d'avant-crise mais prédit une importante marge de rattrapage, ce qui incite à le reclasser en "**risque faible**".

CONTACTS MEDIA:

Gert LAMBRECHT – T. +32 (0)2 404 01 07 Gert.lambrecht@coface.com

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de 4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes-crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.be

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

